

## FORUM BID/ OCDE 2010

### « L'AMÉRIQUE LATINE APRES LA TEMPETE : SCENARI D'APRES CRISE »

#### PROJET D'ALLOCATION D'OUVERTURE (10 MIN)

Cher Luis Alberto [*Moreno, Président de la BID*],

Cher Angel [*Gurria, Secrétaire général de l'OCDE*],

Mesdames et Messieurs les Ministres,

Mesdames et Messieurs,

C'est un plaisir d'ouvrir pour la seconde fois ce Forum Économique International consacré à l'Amérique latine et aux Caraïbes, organisé conjointement par le Ministère français de l'économie, de l'industrie et de l'emploi, le Centre de développement de l'OCDE et la Banque interaméricaine de développement (BID).

Je tiens, au nom du Gouvernement français et de Christine Lagarde qui n'a pas pu être présente aujourd'hui, à vous remercier de votre participation.

Avant toute chose, je tiens à exprimer, au nom du Gouvernement français, ma profonde émotion et tout mon soutien au peuple haïtien, après la terrible catastrophe qu'il vient de subir. Je salue son Ambassadeur, Monsieur Gaspard.

La France et Haïti ont des liens particuliers, la francophonie entre autres. La solidarité des citoyens français, notamment par leurs dons, est aussi particulièrement vive. Je tiens aussi à exprimer mon admiration personnelle et celle du peuple français pour le courage dont nos amis Haïtiennes et Haïtiens font preuve dans l'adversité. Comme l'a dit René Préval : « *Un Peuple ne meurt pas* ».

La France est aux côtés des autorités haïtiennes et du peuple haïtien. Elle le restera tout au long du chemin de la reconstruction.

Mon collègue Bernard Kouchner participe aujourd'hui même, à Montréal, comme la BID, à la première réunion du comité de coordination de la conférence pour la reconstruction d'Haïti. Il devrait rappeler la première aide d'urgence de 20 millions d'euros que nous avons débloquée.

Au-delà de ce premier effort, la France a décidé d'accélérer la mise en œuvre de l'annulation de dette de 58 Millions d'euros qu'elle a récemment consentie à Haïti.

En tant que président du Club de Paris, la France a appelé tous les autres créanciers de ce Club à faire de même. Elle a aussi appelé les autres créanciers bilatéraux non membres du Club de Paris, en particulier Taïwan et le Venezuela à annuler eux aussi la dette haïtienne.

Nous avons tenu la semaine dernière une réunion avec Bernard Kouchner, Christine Lagarde, moi-même et le directeur général de l'Agence française pour le développement (AFD), pour préparer la conférence de Montréal. Les équipes de l'AFD sont en train d'examiner la possibilité de mobiliser des moyens supplémentaires pour Haïti. Notre expertise et notre savoir-faire sont à disposition dans tous les secteurs de la reconstruction urbaine, notamment les réseaux de distribution d'eau. De même, nos experts sont prêts à contribuer à la reconstruction administrative.

Nous espérons que la conférence internationale sur la reconstruction se tiendra, comme le Président de la République l'a indiqué, dès que les conditions seront réunies et au plus près d'Haïti.

L'Union européenne a annoncé qu'elle consacrerait la somme de 428 millions d'euros à Haïti. Je sais par ailleurs que la BID s'est engagée sur une aide importante.

Des moyens importants vont pouvoir ainsi être mobilisés pour œuvrer, avec l'ensemble de la communauté internationale, à une reconstruction rapide et coordonnée du pays.

Ce qui se passe actuellement en Haïti et la solidarité internationale qui s'exprime marqueront sans aucun doute les travaux que vous allez mener.

Le thème retenu cette année, « *L'Amérique latine après la tempête : scénarii d'après-crise* », m'amène à partager avec vous 3 idées.

**1°) La crise n'a pas remis en cause le dynamisme économique que connaît la zone depuis plusieurs années.**

Lorsque j'intervenais ici même dans ce Forum, il y a un an, nous étions en pleine tempête.

Depuis, les pays latino-américains et les Caraïbes ont été, comme l'ensemble des pays, affectés par la crise économique et financière internationale.

Cette crise s'est propagée non pas à travers le canal financier, comme on aurait pu le craindre au vu des dernières crises financières régionales, mais davantage à travers le canal commercial.

Cependant, en comparaison des pays développés, la zone a relativement bien résisté à la crise économique et financière.

Cette résilience tient selon moi à 4 facteurs :

- a) la qualité de la gouvernance économique dans plusieurs pays moteurs de la région,
- b) les politiques budgétaires et monétaires menées avant la crise,

c) le degré d'ouverture commerciale et financière de la région,

d) enfin les plans de relance ambitieux mis en place avec énergie après le déclenchement de la crise.

Ce résultat s'explique également par les atouts du continent. L'Amérique latine possède d'incroyables ressources humaines et naturelles. Elle est un acteur majeur dans le domaine agricole et écologique.

L'Amérique latine sort « la tête haute » de cette crise, comme le montrent les prévisions de croissance optimistes pour 2010. La Commission Économique pour l'Amérique Latine et les Caraïbes (la CEPALC) laisse en effet entrevoir une croissance régionale autour de 4,1% pour cette année.

**2°) Pour saisir les opportunités de l'après-crise, il faut trouver le chemin d'une croissance durable.**

Votre première table ronde permettra des débats approfondis sur ce thème. Sans entrer dans le vif du sujet, 3 éléments me semblent importants.

1°) La croissance durable suppose un environnement économique ouvert et prévisible. Grâce à l'action résolue du G20, qui a pu s'appuyer sur l'expertise d'organisations comme l'OMC et l'OCDE, le monde a évité une vague protectionniste.

Mais ne soyons pas naïfs, nous savons tous que des mesures ont été prises et continuent d'être prises par certains pays, y compris en Amérique latine.

Je pense bien sûr au protectionnisme aux frontières, sous forme de droits de douanes, de systèmes de licence ou d'obstacles administratifs.

Mais je pense aussi au protectionnisme multiforme, qui s'exprime à travers les nationalisations, les expropriations, les violations des droits de propriété intellectuelle.

De telles pratiques sont évidemment décourageantes pour l'investissement étranger et les partenariats industriels, qui jouent un rôle important pour le développement et ont besoin d'un cadre juridique sûr et stable.

Ma conviction est que les excès du nationalisme économique sont dommageables pour tous, y compris ceux qu'il est censé protéger, les plus pauvres.

2°) La croissance d'après-crise sera une croissance verte.

Les difficultés actuelles des négociations sur le climat ne mettent pas en cause la place centrale des enjeux de développement durable. La gestion des ressources rares, qu'il s'agisse de matières premières ou de molécules de la biodiversité, et l'innovation verte deviennent des questions économiques majeures.

Les partenariats technologiques et industriels entre les pays développés et les pays en développement joueront un rôle fondamental. La France compte des champions dans les technologies vertes, possédant un savoir-faire reconnu mondialement, et qui sont déjà très présentes en Amérique latine et dans les Caraïbes.

3°) Enfin, la crise a montré l'importance de la solidarité régionale. Une institution multilatérale comme la BID a joué un rôle fondamental pendant la crise, en augmentant significativement son activité dans la région en 2009.



J'ai eu l'occasion de souligner ce rôle lors de l'Assemblée annuelle de la BID de mars 2009, à Medellin.

Il y a deux semaines, la BID a fait preuve d'une très grande réactivité face à l'ampleur de la tragédie en Haïti.

Au-delà d'Haïti, qui devrait être une priorité absolue pour la banque en 2010 et dans les années à venir, la BID accompagne toute l'Amérique latine.

C'est dans ce cadre que la BID procède aujourd'hui à une revue de son capital. La France espère fortement que ce projet structurant pour la Banque permette aussi d'encourager la solidarité régionale entre les pays les plus riches de la région et les pays les plus pauvres, à commencer par Haïti. Cela était notre priorité, avant même le séisme.

Je me félicite également de la collaboration renforcée entre la BID et l'OCDE.

**3°) Dans ce contexte, la France veut bâtir des relations de long terme avec les pays de la région.**

Cette stratégie peut se décliner en 3 axes.

1°) Tout d'abord, des partenariats stratégiques et politiques avec les pays de la région. L'Amérique latine a voix au chapitre dans un monde multipolaire, ne serait-ce qu'avec trois membres du G20 et deux membres de l'OCDE.

Qui pourrait imaginer discuter des enjeux du XXIème siècle, le climat, la sécurité alimentaire, les normes sociales, la finance, le commerce, sans associer les pays de ce grand continent ?

La prise en compte de cette réalité est le sens du partenariat stratégique établi entre la France et le Brésil, sous l'impulsion du Président Nicolas Sarkozy. Mais nous avons également renforcé notre dialogue avec plusieurs pays de la région. Pour ma part, depuis décembre 2008, je me suis rendue dans six pays d'Amérique latine, Brésil, Mexique, Colombie, Venezuela, Pérou et Chili. La force de ce continent se décline au pluriel.

2°) La relation économique doit s'inscrire de plus en plus dans un approche globale et multidimensionnelle.

La France entretient de nombreuses coopérations avec la région, dans les domaines de l'éducation, de la recherche et des sciences. Ces coopérations nourrissent notre relation économique.

Les entreprises françaises ont un savoir-faire et une expérience importante des partenariats industriels et technologiques. C'est dans le cadre de tels partenariats que pourront être réalisés les grands projets d'infrastructures et de services publics essentiels (dans l'énergie, l'eau, les transports publics ou les télécommunications). Ces projets d'infrastructure durables sont essentiels au développement de la région et se traduisent par de nouveaux « *business models* ».

Cette volonté d'une approche globale nous a aussi amené à élargir le mandat de l'Agence Française de Développement (AFD) pour lui permettre de nouvelles actions en Amérique latine. Elle interviendra maintenant au Mexique et en Colombie, où elle s'est implantée en 2009. Son action s'appuiera sur la base d'instruments non concessionnels, afin de promouvoir une « croissance verte et solidaire ».

3°) Enfin, notre relation économique s'inscrit dans un cadre renforcé entre l'Union européenne et l'Amérique latine.

L'Union européenne a déjà conclu des accords d'association avec le Mexique et le Chili.

Les négociations d'accords de libre échange avec les pays andins, Colombie et Pérou, progressent. La Présidence espagnole de l'Union européenne souhaite donner une impulsion politique à ces négociations, qui contribuent à rapprocher nos deux continents et à stabiliser l'environnement des affaires.

\*\*\*

L'organisation de ce Forum, au Ministère français de l'économie, de l'industrie et de l'emploi, témoigne de la volonté du Gouvernement français d'agir en tant qu'ami et partenaire des pays d'Amérique latine.

L'après-crise est riche d'espoir et de défis. Pour les relever, il nous faut agir de manière coordonnée, en lien étroit avec les institutions phares de la région (BID).

Je souhaite que ce Forum nous permette de réfléchir au renforcement de nos relations économiques et de contribuer ensemble à une croissance durable et partagée.

Je suis au regret de devoir quitter rapidement la conférence, en raison d'engagements impératifs et imprévus. Mais j'attends avec impatience de pouvoir prendre connaissance des résultats des trois tables-rondes.